

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET CUMA
(Vienne)
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(Deux-Sèvres)
(18 août 2009)**

(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,
Journal officiel du 26 janvier 2010)

**AVENANT N° 1 DU 12 AVRIL 2010
À L'ACCORD DU 18 AOÛT 2009 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ**

NOR : *AGRS1097199M*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vienne ;

La fédération départementale des horticulteurs et pépiniéristes de la Vienne ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles ruraux et forestiers de la Vienne,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Vienne ;

L'UD CFDT des Deux-Sèvres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article unique

Les partenaires sociaux ont décidé de modifier l'article 4 de l'accord précité en réintégrant dans les dispenses d'affiliation les bénéficiaires de la CMU-C.

L'omission dans l'accord précité entraîne une inégalité de traitement entre les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé et les salariés bénéficiaires de la CMU-C.

Le nouvel article sera rédigé comme suit :

« Article 4

Adhésion. – Affiliation

Adhésion obligatoire

L'entreprise recevra sa notification d'adhésion obligatoire.

Affiliation obligatoire

A compter de la date d'effet du présent accord, les entreprises doivent affilier les salariés bénéficiaires visés à l'article 2 ci-dessus, auprès de l'organisme assureur désigné à l'article 15, par la signature d'un bulletin d'affiliation.

Conformément aux dispositions légales, une notice d'information, délivrée par l'organisme assureur à l'employeur, sera remise par ce dernier à chaque salarié de l'entreprise afin de lui faire connaître les caractéristiques du régime.

Dispense d'affiliation

Ont par ailleurs la possibilité de solliciter une dispense d'affiliation afin de ne pas souscrire au présent régime les salariés se trouvant dans un des cas ci-dessous :

De façon permanente :

- les bénéficiaires de la CMU-C ;
- les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé visée à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale ;
- les salariés bénéficiant d'une couverture obligatoire du fait d'une autre activité exercée simultanément peuvent également demander à être exclus de la présente assurance complémentaire ;
- pour les salariés à employeurs multiples relevant du champ d'application du présent accord, le salarié et un seul de ses employeurs cotisent auprès de l'organisme désigné. Il s'agira de l'employeur chez lequel le salarié a le plus d'ancienneté, qui prendra en charge la cotisation à la complémentaire frais de santé telle que définie à l'article 6 ;

Les salariés ayant une faible rémunération : les salariés concernés sont ceux ayant une durée du travail inférieure à un mi-temps et n'ayant qu'un seul employeur ou les apprentis pour lesquels le montant de cotisation à leur charge représenterait 10 % ou plus de leur rémunération.

Ces salariés qui devraient acquitter une cotisation, qu'elle soit forfaitaire ou proportionnelle au revenu, au moins égale à 10 % de leur rémunération peuvent choisir de ne pas adhérer, sans remise en cause du caractère collectif du régime.

La mise en œuvre d'un de ces cas de dispense ne peut avoir lieu que sur demande expresse de la part du salarié concerné, qui devra produire chaque année les justificatifs permettant de vérifier les conditions de la dispense.

Au jour de l'entrée en vigueur de l'accord, les salariés concernés doivent faire leur demande de dispense par écrit adressée à l'employeur avant la fin du 1^{er} mois d'application de l'accord, avec les justificatifs de leur situation.

Après l'entrée en vigueur de l'accord, la demande de dispense doit être notifiée par écrit à l'employeur dans un délai de 1 mois suivant l'obtention de la condition d'ancienneté requise.

Si le salarié ne remplit plus les conditions de dispense d'affiliation, il doit en informer l'employeur et il devra alors obligatoirement cotiser à l'assurance complémentaire santé à compter du mois civil suivant.

Dans les cas d'exclusion ou de dispense précités, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié ni par l'employeur.

Au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, les salariés bénéficiant d'une assurance frais de santé en qualité d'ayant droit de leur conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs tel que défini par la loi, en application d'un régime frais de santé obligatoire pour lui, peuvent demander à être exclus de l'assurance complémentaire frais de santé prévue au présent accord, dès lors qu'ils apportent un document attestant chaque année de cette couverture obligatoire.

Cette dispense prend fin en cas de modification de la qualité d'ayant droit, en cas de non-renouvellement annuel de l'attestation, de diminution des prestations à un niveau inférieur à celles fixées dans le présent accord, de cessation du régime obligatoire ou à la demande du salarié.

En cas de dispense, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié ni par l'employeur. »

Les autres articles demeurent inchangés.

Les partenaires sociaux demandent l'application de la modification de l'article 4 à compter du 1^{er} janvier 2010.

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations syndicales et 5 autres déposés au siège de la direction départementale du travail et de la formation professionnelle.

Fait à Saint-Benoît, le 12 avril 2010.

(Suivent les signatures.)